

Du sens de l'honneur dans le service public

JEAN P. VÉZINA, *La fonction publique malmenée*, Québec, Septentrion, 2018, 194 pages

Pierre-Paul Sénéchal

Volume 13, Number 1, Fall 2018

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/89094ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Sénéchal, P.-P. (2018). Review of [Du sens de l'honneur dans le service public / JEAN P. VÉZINA, *La fonction publique malmenée*, Québec, Septentrion, 2018, 194 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 13(1), 15–16.

DU SENS DE L'HONNEUR DANS LE SERVICE PUBLIC

Pierre-Paul Sénéchal

Ex-conseiller socio-économique gouvernement du Québec

JEAN P. VÉZINA

LA FONCTION PUBLIQUE MALMENÉE

Québec, Septentrion, 2018, 194 pages

Les propos «honteux» tenus par l'ex-ministre libérale Monique Jérôme-Forget qualifiant de «tous des incompetents» et de «gang de pas bons» les gestionnaires responsables de la Société immobilière du Québec dont elle avait elle-même le mandat d'assurer la direction politique, ne sont probablement pas étrangers au choix du titre retenu par l'auteur pour dénoncer le sournois dépouillement imposé à la fonction publique québécoise à partir de l'ère Charest. Après plus de trois décennies de services loyaux et désintéressés, les administrateurs publics de la trempe de Jean P. Vézina méritent infiniment mieux que de telles inepties. À Québec, c'est connu, les fonctionnaires «qui font du papier», comme s'amusait à les décrire Mario Dumont avec une touche de mépris, n'auront jamais eu la cote dans l'opinion publique. Leur taper dessus aura toujours été politiquement payant. André Arthur leur «fera la job» durant des décennies sur les ondes de «sa» station sans avoir la moindre idée de la somme d'expérience et d'expertise requises pour entreprendre et diriger les ambitieux chantiers d'un État moderne.

AU TEMPS DES PLUS BELLES ANNÉES

«Jean.P» comme on l'appelait au 875 Grande Allée, est le prototype du haut fonctionnaire qualifié et bardé de diplômes, que la bonne fortune fait entrer dans la fonction publique québécoise au temps de ses plus belles années. Celles où l'ensemble de la machine gouvernementale fut nourrie du feu sacré et mobilisée sous l'enseigne des convictions et de la dignité. Après la mise en place des grandes institutions publiques de la Révolution tranquille, le gouvernement Lévesque amorce une nouvelle façon de gérer la mission de l'État, les super-ministères sont créés pour redéployer les opérations de façon plus stratégique. Jean P. sera de la partie.

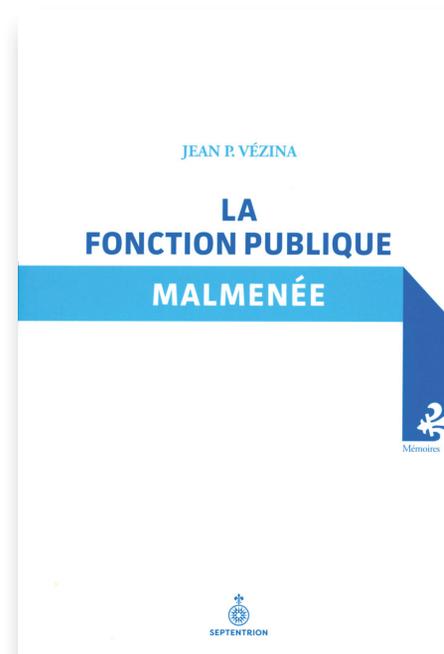
Il ne faut pas voir dans cet ouvrage, un rapport analytique de l'évolution de la fonction de l'État au cours de ces trois décennies plus glorieuses. Publié dans le sillage de la mise au jour d'épisodes d'extorsion par la commission Charbonneau, il n'est pas non plus le fruit d'une enquête inédite sur les

ramifications mafieuses qui auront entraîné cette honteuse dilapidation du trésor public qui nous a été révélée. Monsieur Vézina n'en avait ni les moyens ni le temps.

Pour l'essentiel, *La fonction publique malmenée*, est un recueil de mémoire sur trois décennies d'un haut fonctionnaire qui s'est mis au service de l'État, un bilan personnel relatant en séquences chronologiques son parcours de formation et de carrière. Le récit débute sous le gouvernement Johnson, en 1968, puis se déploie sous huit autres, notamment ceux du Parti québécois, et ce, jusqu'à sa retraite du début des années 2000. Ces mandats, il les exercera comme économiste dans un premier temps. Mais c'est surtout à titre d'administrateur de sociétés d'État qu'il fera sa marque. Ce bilan de carrière, espère-t-il, contribuera à rendre justice à tous ces grands commis de l'État appelés par les promesses de construction et de modernisation de la Révolution tranquille et qui auront fait le choix délibéré de servir l'État plutôt que l'entreprise privée.

Ce phénomène de vide politique et de démission collective qu'on voit apparaître dans le sillage du choc politique du 30 octobre 1995, aurait-il, en partie, participé à l'émergence d'une telle culture du laisser-faire? Pire, serait-il à l'origine de ce désert moral qui, à terme, conduit à la désaffection pour le bien commun, au copinage politique, au cynisme et à la corruption?

Par ce bilan de carrière dont quelques déclinaisons narratives apparaîtront un peu détaillées à certains, l'auteur tente de convaincre du rôle majeur joué par les dirigeants de la fonction publique dans l'édification du Québec moderne, et ce, malgré les vicissitudes et tentatives de détournement de mission sous la gouverne libérale. C'est grâce à la fonction publique, rappelle-t-il, si ce grand élan sociétal de la Révolution tranquille s'est poursuivi absolument sans heurt sous le régime Johnson, alors que la campagne électorale de 1966 annonçait tout à fait le contraire. Ce sera différent toutefois sous le régime Bourassa, alors que commence à poindre une certaine paranoïa d'une «fonction publique séparatiste» et une première manifestation détestable de censure politique: la mise sous embargo des Comptes nationaux du Québec. Pourquoi cette mise à l'écart? Les chiffres sur l'emploi



et le chômage «ne sont pas favorables» et démontrent que, contrairement à l'Ontario, le Québec est l'enfant pauvre des dépenses fédérales en ces temps de difficultés conjoncturelles. Il ne faut pas faire de vagues.

Tout au long de ce bilan, l'auteur entend démontrer que les innovations sont aussi le fait d'un service public compétent et structuré et pas seulement d'élus politiques et d'experts externes. Les agents de la fonction publique ne sont pas que des exécutants, ils ont étudié dans les meilleures universités, ils ont voyagé, ils sont à l'affût des bonnes pratiques et bonnes idées qui font succès ailleurs. L'auteur souligne avec à propos d'ailleurs que la fonction publique représentera une des meilleures écoles de formation pour certains grands gestionnaires du secteur privé québécois.

BIEN PUBLIC CONTRE CLIQUES POLITIQUES

Plus de 150 pages font connaître aux lecteurs, revivre pour les initiés, les dessous de la mise en œuvre des premiers Comptes nationaux du Québec, du programme Opération solidarité économique (OSE), du ministère du Commerce extérieur, de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), de la réorganisation ou du «redressement» de la Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ), de la Société immobilière du Québec (SIQ) et de la Société du Centre des congrès de Québec.

Chien de garde du «bien public», Jean P. Vézina nous envoie un éclairage personnel sur les années plus dévoyées du régime libéral. On est au début des années 1990, il a le mandat de transformer le statut des établissements de plein air en entreprises commerciales. «Tout le temps que je serai PDG de la SÉPAQ, j'aurai des pressions politiques périodiques pour céder au secteur privé des activités fort rentables, concernant toujours les établissements qui avaient le

Fonction publique suite de la page 15

plus grand potentiel». La frontière entre l'administratif et le politique est régulièrement prise d'assaut. C'est sans même l'informer, alors qu'il est PDG de la société d'État, que le ministre libéral des Finances lance un appel d'offres international pour la vente de l'ensemble du parc Mont-Sainte-Anne. «La clique», comme il l'appelle, il la voit se faufiler partout où il y a des profits à tirer des projets d'infrastructures et d'investissements publics: de l'agrandissement du Palais des congrès de Montréal aux futurs partenariats-publics-privés de madame Jérôme-Forget.

Mais c'est dans un épilogue d'une dizaine de pages que le dépit et la colère tout à fait légitimes dirigent avec plus de férocité la plume de l'auteur. C'est sans retenu qu'il dénonce alors l'«approche doctrinale», la cupidité, la négligence des dirigeants des «dernières années» pour qui, le peuple, la Nation, on s'en tape... Il constate que ce délabrement aux effets dramatiques s'est répandu jusqu'au niveau municipal et on le voit comme jamais auparavant au niveau fédéral. La commission Charbonneau en étalera les plus flagrantes manifestations. Le copinage politique institutionnalisé qui arrive en même temps que la «machine libérale» au début des années 2000, entraînera dans son sillage certains administrateurs arrivistes de tout acabit dans des postes clés de la fonction publique. Cette turpitude de la corruption, principalement venant des firmes de génie-conseil, n'est pas étrangère au laisser-faire dans la gestion des infrastructures publiques, dans la gestion immobilière comme celle de la SIQ, mais aussi dans des dossiers éminemment stratégiques comme la CSeries de Bombardier. Des montants faramineux seront extorqués aux contribuables et l'impuissance des enquêtes de l'UPAC fait en sorte que tous ces profiteurs courent toujours.

À LA RECHERCHE DES SOURCES DIFFUSES DE LA CORRUPTION ET LA SPOLIATION DU BIEN PUBLIC ?

De la part d'une personne qui a vu défiler sous ses yeux de grand administrateur public quelque neuf gouvernements et qui a vécu les épisodes les plus porteurs d'idéaux, ce dernier chapitre laissera une certaine frange de lecteurs sur leur appétit. En politique comme dans toute chose, aucun phénomène n'arrive sans cause, sans éléments explicatifs.

Quelles sont les sources fondamentales de la corruption qui se pratique autour de la mission de l'État? Pourquoi s'activent-elles à certains moments et moins à d'autres? De quoi cette dernière se nourrit-elle et comment devient-elle un fléau et un véritable obstacle au développement ou au plein épanouissement de la démocratie? Au-delà des facteurs généralement établis dans les comparaisons internationales, soit une faiblesse structurelle des institutions nationales et une incapacité des pouvoirs publics à exercer un contrôle administratif rigoureux, existe-t-il des causes plus profondes? L'auteur ne s'est pas aventuré dans cette avenue glissante. Il ne fait pas exception.

C'est dans un épilogue d'une dizaine de pages que le dépit et la colère tout à fait légitimes dirigent avec le plus de férocité la plume de l'auteur. C'est sans retenu qu'il dénonce alors l'«approche doctrinale», la cupidité, la négligence des dirigeants des «dernières années» pour qui, le peuple, la Nation, on s'en tape... Il constate que ce délabrement aux effets dramatiques s'est répandu jusqu'au niveau municipal et on le voit comme jamais auparavant au niveau fédéral.

Ce phénomène de vide politique et de démission collective qu'on voit apparaître dans le sillage du choc politique du 30 octobre 1995, aurait-il, en partie, participé à l'émergence d'une telle culture du laisser-faire? Pire, serait-il à l'origine de ce désert moral qui, à terme, conduit à la désaffection pour le bien commun, au copinage politique, au cynisme et à la corruption? C'est effectivement une question importante qui mérite d'être posée et que peu sont tentés de soulever. N'est-il pas permis de penser, en effet,

que tout autant que celles des blessés de guerre, les odeurs qui émanent des défaites des peuples, éveillent inmanquablement l'intérêt des vautours?

Ce sentiment de relâchement ou de démission observé n'est par ailleurs pas étranger à l'émergence d'un insidieux mouvement de désamour du

Québec. Quand le «pays» n'est plus une inspiration et que le simple fait de parler avenir devient ringard, comment alors jeter les bases d'une solidarité nationale, comment créer les conditions pour mettre en branle et mener dans la probité de grands chantiers collectifs et solidariser le monde tout autour? Quand un peuple a perdu une part d'estime de lui-même, qu'il n'a plus le goût ou la volonté de faire, qu'il se meurt d'ennui au point de devoir subventionner l'humour pour allumer ses paupières, quelle place reste-t-il pour de tels chantiers? Pour paraphraser Brel, quand on n'a plus «l'amour pour tracer un chemin et forcer le destin à chaque carrefour», que nous reste-t-il comme rempart contre la dérive?

DU SENS DE L'HONNEUR EN POLITIQUE ET DANS LE SERVICE PUBLIC

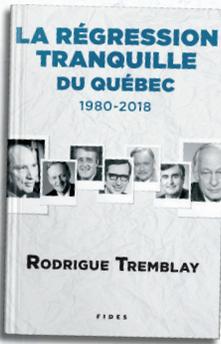
Le régime juridique de la fonction publique s'appuie sur le principe de la continuité, mais surtout de la neutralité de l'équité des services rendus par l'État. Cette dernière doit bénéficier d'une autonomie et être à l'abri des influences du pouvoir politique dans la mise en œuvre des politiques publiques et dans l'administration de sociétés et établissements publics spécifiquement créés pour assurer la prestation de services aux citoyens. Pour accomplir correctement cette mission d'intérêt public, les fonctionnaires, dont la traduction anglaise «civil servant» rend mieux la nature de la mission, doivent se voir comme étant d'abord au service du peuple. Sur la base de son récit, Jean P. s'est acquitté de cette mission avec dignité et honneur. C'est le cas, faut-il ajouter pour la très grande majorité de ces hauts fonctionnaires qui ont servi au cours «des plus belles années».

S'il est une vertu cardinale qu'il faut faire triompher dans ce «service public», c'est bien celle de l'honneur, tant sont nombreuses les occasions de compromissions politiques et de tentatives de détournement. Pour conclure, se pourrait-il que le sens de l'honneur en politique et dans le service public ait finalement à voir avec l'amour qu'on porte à sa patrie, à son pays et au destin qu'on lui chérit? ❖

L'essai indispensable de la rentrée politique

La régression tranquille du Québec 1980-2018

Rodrigue Tremblay



Un véritable coup de gueule!

Québec, un requiem?

Richard Dubois

L'indépendance, une utopie?

Et si le Québec avait dit oui

Normand Cazalais



Québec, un requiem?

Richard Dubois



FIDES 

groupefides.com